

# Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français  
N° 674 - 25 Juin 1998 - Prix 2,50 F

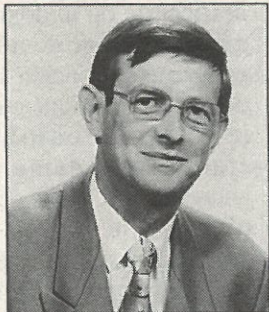
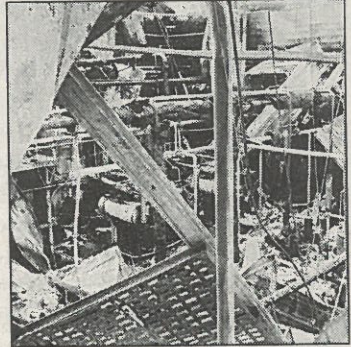


## BONNES VACANCES

FETE  
DE  
L'HUMANITÉ  
1998



FRIGÉCRÈME  
UNE  
NOUVELLE  
BATAILLE  
POUR L'EMPLOI  
APRÈS L'INCENDIE



par  
Jean-René Teillant

## Un nouvel élan de l'activité communiste

Les Français l'ont clairement affirmé lors des élections régionales et cantonales : ils veulent de vraies solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Pour cela, a déclaré récemment Robert HUE, on ne peut jouer «petits bras». C'était d'ailleurs le sens de son intervention à la Fête des Nouvelles, il y a un mois.

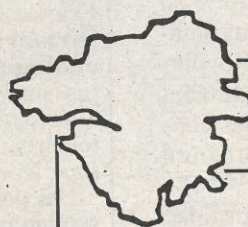
Des défis sociaux, de civilisation sont à relever. Le premier d'entre eux est celui de la nécessité impérieuse de faire reculer le nombre de chômeurs. C'est le sens de la campagne de pétitions, initiée par les Communistes notamment à Peaudouce, pour obtenir un moratoire sur les licenciements. En même temps, nous proposons d'intervenir sur d'autres leviers comme celui de l'utilisation de l'argent.

Autre défi à relever, celui de la démocratisation de la vie politique. De ce point de vue, l'adoption du projet de loi portant réforme du mode de scrutin aux élections régionales, participe plus à la volonté d'accentuer l'hégémonie socialiste sur la gauche que du souci d'assurer la gouvernabilité des Régions, prétexte à réduire l'expression du pluralisme. Le Parti Communiste estime que cela est inacceptable au nom même de la démocratie, du respect du suffrage universel, du pluralisme.

A l'heure où beaucoup vont légitimement profiter de l'été pour prendre des vacances, les Communistes entendent poursuivre leurs efforts pour franchir un pas qualitatif dans leur mutation, construire un Parti Communiste moderne, ouvert aux autres, utile à la transformation sociale.

27  
août

Comme tous les ans, la parution des Nouvelles sera interrompue durant la période des congés. Nous vous donnons rendez-vous le 27 août pour notre prochaine parution et vous souhaitons de bonnes et agréables vacances



## ACTUALITÉ

- LA FETE DE L'HUMA  
«Faire bouger les choses» .....page 3
- Nationale 171 .....page 4
- FRIGÉCRÈME .....page 6
- EDF-page .....8
- Tirage Tombola des Nouvelles .page 7
- Port Autonome .....page 5



## ► Sécurité sociale : nouvelles recettes = baisse du déficit



Les comptes de la Sécurité Sociale se redressent en 1998. De 35,1 milliards de francs de déficit en 1997, le «trou» ne serait plus que de 12,9 milliards cette année.

C'est une bonne nouvelle, personne ne pouvant se satisfaire d'une situation comptable dégradée. A condition qu'on n'en reste pas à une gestion seulement comptable des dépenses de santé.

Si le «trou» de la Sécu a tendance à se combler on le doit, pour une part, aux restrictions budgétaires négociées avec les professions de santé et de plus en plus aux coupes effectuées dans les dépenses d'hospitalisation sous la houlette des agences régionales d'hospitalisation : fermetures d'hôpitaux de proximité et de services comme à Pithiviers, Bitche, la Mure... contre lesquelles les populations se mobilisent, souvent avec succès.

Si le déficit est moindre, on le doit aussi, de l'aveu même de la ministre Martine Aubry, à la reprise économique générale et à l'amélioration de la situation de l'emploi, augmentant à proportion les ressources de la Sécu.

**La Sécurité Sociale ne souffrirait-elle pas plutôt d'une insuffisance de recettes que d'un excès de dépenses ?**

Les problèmes de financement viennent d'abord de la diminution des recettes : le poids du chômage qui la prive de cotisations et surtout de l'insuffisance des revenus salariés qui n'ont augmenté que de 0,9 % par an de 1982 à 1994, alors que la croissance de la richesse nationale (PIB) a été de 1,9 % (hors inflation).

Et puis, la part de valeur ajoutée allant aux revenus du capital est passée de 28,3 % en 1980 à plus de 40 % en 1997, les revenus salariaux subissant l'évolution inverse, réduisant ainsi la source des cotisations d'assurance maladie.

La voie à emprunter pour satisfaire les besoins de santé - et non les comprimer - (voir ci-contre), tout en assurant l'équilibre des comptes sociaux, exige donc une réforme de financement de la protection sociale qui prenne le contre-pied du plan Juppé.

**Les Communistes proposent par exemple la taxation des revenus financiers au même niveau que les salaires, ce qui rapporterait 192 mil-**

**liards de francs à la Sécurité Sociale, tout en modulant les cotisations patronales pour permettre de concilier dépenses sociales et emplois.**

### On ne dépense pas trop pour la santé

La France consacre 9,8 % de son PIB (richesses produites) à la santé, l'Allemagne 10,5 %, les Etats-Unis 14,2 % (avec des inégalités énormes).

«Dépenses» qui génèrent d'ailleurs des emplois, de la fiscalité, du pouvoir d'achat.

En revanche, la France souffre d'une surmortalité des adultes avant 65 ans, les ouvriers et les employés étant plus touchés que les cadres supérieurs.

Une politique de prévention réduirait notablement ces inégalités, notamment pour les décès par cancer. Supprimer 55 000 lits d'hôpitaux et par là-même 130 000 emplois ne va pas dans ce sens.

En 1994, un assuré social sur quatre a renoncé à des soins pour raisons financières : consultation de spécialistes, médicaments. Les inégalités se creusent entre les revenus, les situations géographiques (régions, villes, quartiers). Selon que tu seras riche ou misérable.

## ► Livret A L'épargne populaire pénalisée, les revenus financiers épargnés ?

Deux informations qui appellent à la réflexion sont tombées ces derniers jours.

Première information : les gros actionnaires font pression pour un allègement de la fiscalité sur leurs bénéficiaires, alors même que la Bourse pulvérise record après record (+ 40 % depuis le début de l'année)

Si mérite d'être examiné, par exemple, le report de l'imposition des plus values qui seraient réinvesties dans des entreprises innovantes, est-il judicieux, au regard de l'efficacité économique de la justice, d'envisager, par exemple, d'alléger la taxation des stocks-options ? Ce système permet aux directions d'entreprise de percevoir des pactoles bien moins taxés que leurs revenus déjà confortables et à certains d'édifier une fortune (exemples : Michel Bon, Pierre Suard, Claude Bébéar).

Deuxième information : le taux de rémunération des produits d'épargne populaire est abaissé. Le livret A de - 0,5 % (3 % au lieu de 3,5 % au juin) ; le P l a n

d'Epargne Logement de - 0,25 % (4 % au lieu de 4,25 % au 8 juin), le Compte d'Epargne Logement de - 0,25 % (2 % au lieu de 2,25 %). Suivront les Codevi.

Cette baisse de rémunération pénalise l'épargne popula-

relance de la consommation, donc de la production et de l'emploi. Rappelons que le Parti Communiste demande au contraire de relever le Livret A à 4,5 %.

Dans cette affaire, a estimé Robert Hue, il ne faut pas «qu'il y ait deux poids deux mesures. Si on touche à l'épargne du Livret A, il faut aussi penser à taxer les profits financiers alors que la Bourse s'envole».

Quant la justification avancée pour cette mesure hautement symbolique, il s'agirait d'un transfert de ressources au profit des organismes de construction sociale HLM qui vont pouvoir emprunter à 4,30 % au lieu de 4,80 % auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Cela pourrait avoir des conséquences positives sur le prix du logement social et sur les loyers.

Bonne nouvelle, à vérifier cependant.

Reste que d'autres voies peuvent être explorées pour trouver des ressources nouvelles, comme la taxation des plus-values boursières et celle des mouvements de capitaux.

Il faut avoir le courage de s'en prendre à l'argent-rô qui s'investit dans la spéculation. Voilà une mesure hautement symbolique que pourrait prendre la gauche... pour aller plus vite et plus loin dans le changement.



## Mondial 98 Vivre la passion !

Le ballon : une sphère qui ressemble tant à notre globe terrestre qu'on ne saurait dire lequel de l'autre est le modèle.

Le football, plus que tout autre événement, nourrit les passions, unit les êtres humains. Ce n'est donc pas un hasard, si le Mondial est la fête sportive, la plus suivie, avant même les Jeux Olympiques.

Des esprits chagrins ne manqueront pas de servir l'idée selon laquelle le sport - et singulièrement le football - serait «l'opium des peuples». Vision réductrice qui occulte ce que le sport véhicule de valeurs positives, dépassement de soi, respect de l'adversaire, de l'arbitre, du public et des lois qui, sur les stades, se nomment règles.

Disant cela, nous n'avons pas la naïve prétention de laisser croire que tout serait idyllique, que n'existeraient pas la corruption, la tricherie ou le dopage. Ces phénomènes gangrènent la société et donc n'épargnent pas le sport, le football étant profondément ancré en elle. Mais ces phénomènes, que la société doit affronter et combattre, ne sauraient nous priver du plaisir de cette confrontation.

Le football et le sport en général ne tient-il pas un rôle non négligeable dans la construction des liens sociaux entre individus, dans la construction des individus, et dans l'identité nationale ? Or, le monde se vit et existe au travers des nations.

Et puis, que le sport soit un vecteur de paix, tout le monde en convient.

La Coupe du Monde nous invite à aller voir au-delà des limites du terrain, là où se façonne, dans son terreau social, la merveilleuse histoire du sport le plus populaire au monde.



# LA FÊTE DE L'HUMA 1998 :

## «Faire bouger les choses»

Nous avons demandé à Yannick CHENEAU comment se préparait la Fête de l'Humanité 1998, quelles conséquences pouvait-elle avoir sur le paysage politique en ce milieu d'année.

### ■ NLA : Comment se situe la Fête de l'Huma 1998 ?

■ Y.C. : «Encore plus que les années précédentes, la Fête 1998 sera vraiment celle que nous décidons de tenir c'est-à-dire l'expression des aspirations à des changements plus nets, à des réponses plus efficaces aux difficultés vécues par les citoyens. Nous voulons qu'elle soit la transcription des attentes fortes exprimées par toutes celles et tous ceux qui en juin dernier se sont exprimés pour que les choses bougent. Je pense sincèrement que cette fête peut beaucoup compter pour donner un nouvel élan au changement».

### ■ NLA : Comment concrètement cela va-t-il se passer ?

■ Y.C. : «Nous voulons dans la préparation aller à la rencontre d'une Multitude de gens qui veulent comme nous que cela aille plus vite et dans le sens concret du changement attendu. Pour cela, il nous faut faire preuve d'audace, d'imagination, aller à leur rencontre, débattre et échanger avec eux.

Nous nous proposons d'être offensifs pour que la question «de quelle politique nous avons besoin» soit largement posée.

Vous savez : le Parti Communiste a décidé de faire de la politique autrement, d'y intéresser les gens, de les rendre auteurs et acteurs. Nous nous proposons de dépasser nos slogans et la fête de l'Huma peut être un extraordinaire moyen pour cela.

N'est-il pas possible comme d'ailleurs cela s'est passé à la Fête de Saint-Nazaire de faire découvrir à plein de gens la politique telle qu'ils aimeraient la vivre, loin des magouilles, des tricheries dont l'actualité est malheureusement chargée».

### ■ NLA : Comment allez-vous vous adresser à tous ces gens ?

■ Y.C. : «Nous avons décidé d'engager une large diffusion de la vignette de la Fête de l'Huma dans le département en y associant le maximum de nos militants.

Nous ne voulons pas que la diffusion de la vignette soit une sorte de souscription mais bien une sollicitation à la participation à la Fête.

L'an dernier celles et ceux qui découvraient la Fête pour la première fois n'avaient pas manqué d'être étonnés par l'impact de certains débats, par le foisonnement d'initiatives politiques diverses.

Eh bien en 1998, nous voulons nous appuyer sur l'expérience passée pour aller au-delà.

Nous sollicitons donc largement nos militants pour qu'ils se déploient autour d'eux pour faire de la Fête 1998 ce grand rassemblement Citoyens qui pèsera sur le rapport de force dans notre pays».

### ■ La Fédération de Loire-Atlantique sur la Fête



Comme tous les ans, la Fédération de Loire-Atlantique avec les Nouvelles offrira aux participants de la Fête le délice de l'océan dans son restaurant «La Table de l'Atlantique».

Dans un décor renouvelé et un stand agrandi, les 400 m<sup>2</sup> de toile permettront au regard de l'année passée de déguster :

- 350 kg de moules
- 150 litres de soupe de poisson
- 200 soles meunières
- 190 kg de langoustines
- 40 kg de maquereaux
- 160 kg de crabes
- 52 kg de palourdes
- 75 kg de bigorneaux
- 50 kg de crevettes
- Le tout «arrosé» de 1008 bouteilles de

Muscadet et 348 bouteilles de Gros Plant.  
- Une exposition et un grand débat autour des questions des Droits de l'Homme et de la Religion avec des personnalités de renommée nationale se tiendra sur le stand.

### La fête de l'huma c'est aussi tout cela :

Une grande scène qui mérite bien son nom.

#### SAMEDI

- Le Petit Bonheur
- Jean Guidoni
- Têtes Raïdes
- Pigalle
- Cheb Mami
- Reggasonic

#### DIMANCHE

- Idir
- «Racines».
- Création autour du 150<sup>ème</sup> Anniversaire de l'Abolition de l'Esclavage
- Julien Clerc



### Des possibilités concrètes pour participer à la Fête de l'Huma 1998

La Fédération est actuellement à étudier des propositions concrètes qui peuvent permettre d'y participer dans les meilleures conditions.

Un pacte transport aller-retour plus repas du midi au stand de la Loire-Atlantique aux alentours de 300 F (prix maximum) vous est proposé.

Pour plus de renseignements et réservations, téléphoner à la Fédération, tél. 02.40.35.03.00



# Nationale 171

## Des menaces répressives inacceptables

Suite à la manifestation organisée par l'ADRU de Savenay et l'ATE de Trignac, le samedi 6 juin sur la RN-171, des automobilistes savenaisiens sont actuellement convoqués individuellement à la Gendarmerie de Savenay et sont menacés de poursuites pour «entrave à la circulation».

Il s'agit là d'une tentative d'intimidation ou l'amorce d'une répression qui a tout de suite entraîné une réaction des riverains.

Jean-Louis Lecorre, maire de Trignac et Conseiller Général, dans une lettre au Préfet, a déclaré :

«Comme de nombreux riverains de la RN 171, j'ai appris avec une certaine indignation les contraventions dressées par les Services de Gendarmerie à l'encontre des automobilistes de Savenay et précédemment à ceux de Trignac pour leur participation aux opérations «escargot».

Les motifs invoqués, «entrave à la circulation», ne sauraient faire passer sous silence les multiples démarches engagées par les élus et responsables d'associations afin que les mesures de protection contre le bruit, d'une part et la pollution d'autre part, ainsi que pour améliorer la sécurité des habitants de nos communes respectives soient prises.

Ce n'est pas en sanctionnant celles et ceux qui luttent pour améliorer la qualité de vie que l'on pourra répondre à nos légitimes préoccupations. Les dossiers de la 165 et de la 171, que ce soit à Savenay ou à Trignac, sont posés de longue date. Je ne saurais trop vous rappeler que dès 1990 dans le cadre des rencontres avec les Services de l'Etat, sous la responsabilité de Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Nazaire, nous avons préconisé des mesures ten-

dant à répondre aux conditions de circulation future.

Le sentiment de révolte qui s'installe parmi les habitants de Savenay et Trignac souligne l'injustice à l'égard de ceux, qui, ne voulant pas mettre en péril les usagers, ont néanmoins cherché à attirer l'attention des pouvoirs publics pour des conditions plus conformes.

Je vous demande donc, Monsieur le Préfet, afin de ne pas aggraver une fois de plus la tension existante, de bien vouloir, en accord avec Monsieur le Commandant de Gendarmerie, faire annuler toutes les convocations et éventuelles sanctions à l'encontre de nos administrés.

Bien entendu, les élus de Trignac et sans doute de nombreux élus de notre agglomération seront présents le jeudi 11 auprès des personnes concernées par ces intolérables pressions.

En vous remerciant de bien vouloir me faire connaître votre avis que je souhaite favorable...»

Jean-Yves MARTIN, secrétaire de la Cellule de Savenay, quant à lui devait nous déclarer :

«En agissant comme ils l'ont fait, j'estime que, loin d'être répréhensibles, les manifestants ont bien au contraire œuvré, à leur manière, pour une préoccupation qui est aussi la nôtre : celle d'un aménagement autoroutier des RN-165 et RN-171 qui contribue aussi bien à une

meilleure sécurité, qu'au maintien d'une desserte routière locale suffisante, évitant un enclavement qui ne pourrait qu'être préjudiciable à l'avenir de nos communes du canton de Savenay.

Les poursuites dont ils font l'objet sont d'autant plus insupportables que le dossier de la RN-165 n'est certes pas clos comme beaucoup voudraient le faire croire. Même si la Déclaration d'Utilité Publique sur sa transformation en autoroute a été prononcée au début de l'année, les importants travaux de transformation prévus se préparent en ce moment même. De nouvelles promesses d'amélioration de la desserte routière de Savenay ont été faites sans que la population ait été consultée ni informée.

Plutôt que de procéder à la répression de ceux qui continuent d'agir sur ces questions, les pouvoirs publics seraient donc beaucoup mieux inspirés de faire évoluer positivement le dossier et d'en informer plus régulièrement la population locale, conformément aux engagements pris, aussi bien au niveau de la DDE que du ministère des Transports et des Travaux Publics.

Les poursuites qui visent les militants de l'ADRU doivent donc être immédiatement abandonnées.

Je leur exprime mon entière solidarité et mon soutien.»

## REGRETS

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti avait invité les «sans papiers» de Sainte-Thérèse à la Fête des Nouvelles.

Un car avait été mis gratuitement à leur disposition pour qu'ils puissent se rendre à la Fête ainsi qu'un stand, afin qu'ils fassent connaître la lutte qu'ils ont engagée.

Robert Hue a eu l'occasion de les saluer et de les écouter et leur a fait part de sa position, lors du tour de fête qu'il a fait.

Mais ce n'est pas ainsi que l'a vu le «Bureau fédéral du MRAP» puisqu'on peut lire une déclaration autant polémique qu'agressive dans leurs derniers bulletins.

Nous y lisons que le MRAP a eu une déception : puisque «des consignes» avaient été données aux «sans papiers» de ne pas engager le débat avec le Secrétaire National du Parti, et aussi qu'il leur avait été refusé de lire une déclaration.

La liberté d'expression et la lutte des classes existant, il nous est fréquent de lire des articles anti-PCF dans la presse. Il est rare d'en lire dans le journal du MRAP.

Nous espérons sincèrement que c'est une regrettable erreur de la part du MRAP 44. F : que nous ne sommes pas de trop dans ce pays pour lutter contre le racisme, la xénophobie et puis aussi «l'anticommunisme».

## Michèle Picaud, Conseillère Régionale Communiste, écrit à F. Fillion

«Monsieur le Président,

Je me permets de porter à votre connaissance la question de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers du CHS de Blain.

Par arrêté du 15 avril 1997, la décision du ministère de la Santé et des Affaires Sociales est de supprimer 66 places d'étudiants en Pays de Loire.

Cet arrêté visait à réduire de 10 à 11 % les capacités de formation en ciblant les gros et moyens IFSI.

Blain est un petit IFSI de 15 places, et pourtant, sa fermeture était annoncée. L'application de la circulaire pour 1998 est suspendue, le gouvernement reconnaît les besoins en infirmiers, recrute 52 étudiants pour les Pays de Loire.

Le déficit par rapport aux besoins énoncés par la DRASS dans son rapport quinquennal (1997-2000) sera de 14 pour 1999, ce qui correspond à Blain et à sa fermeture. Sont évoqués les coûts de formation qui seraient de 48 000 F à Blain, le coût moyen étant de 25 000/35 000 F.

Pour la sauvegarde de l'IFSI de Blain, plusieurs pistes restent à explorer :

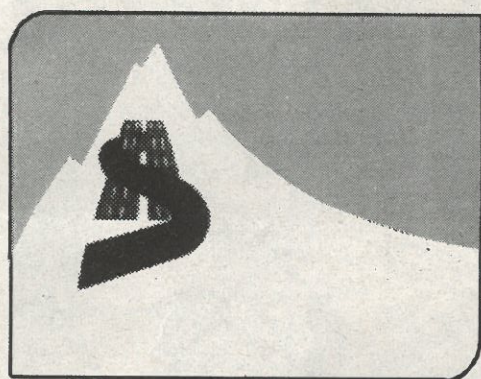
- à savoir la mise en place d'une collaboration avec un autre IFSI.

- une augmentation du nombre d'étudiants sur le site

- un financement complémentaire de la Région

- un audit comptable permettant de connaître réellement le coût d'un élève de l'IFSI par rapport aux autres IFSI.

A ce titre, il est important que notre Assemblée puisse étudier la situation de Blain pour confronter sa recherche de solutions dans le maintien de l'IFSI avec le recrutement d'une promotion pour 1999».



## ENTREPRISE SAUVAGER T.P.

Travaux Publics  
Usine de liants  
Centrale d'enrobés

Quai Emile Paraf - BP 76 - 44220 COUÉRON  
Tél. : 02 40 38 03 38 - Fax : 02 40 38 36 58

### Solution des mots croisés

#### Horizontalement

1) Ferrailier. 2) Epée. Dione. 3) Riz. An. 4) Ré. Vierges. 5) Erses. Dite. 6) Etoc. Sur. 7) Erronée. Dr. 8) Nos. Nu. Lee. 9) Tu. Tété. 10) Séparatifs.

#### Verticalement

I) Ferrements. II) Epier. Roue. III) Rez. Sers. IV) Ré. Veto. Ta. V) Tisonner. VI) Id. Ceuta. VII) Liard. Et. VIII) Longis. Lei. IX) En. Etude. X) Resserrées.



## Succès au Port Autonome



La grève des salariés du Port Autonome se termine par des résultats significatifs :

- 9 embauches en contrat à durée indéterminée ont été acquises,

- 2 embauches en contrat à durée déterminée,

- l'alignement des femmes de ménage sur la Convention Collective, soit 700 F mensuels de plus et 4 à 6 jours de congés payés supplémentaires,

- maintien des acquis en matière de droit syndical que la Direction voulait diminuer,

- maintien des effectifs à Nantes, alors que la Direction prévoyait 13 suppressions de postes.

Cette grève, qui montre que l'action avec leur syndicat CGT est déterminante, a aussi eu un autre éclairage. En effet, la Presse locale, l'ensemble des médias ont donné à G. DENIGOT «le docker de Saint-Nazaire», une place défiant toute concurrence.

Des pages presque entières, de longues interviews de ce «nouveau patron» pour expliquer et combattre la grève des salariés du Port Autonome. A le lire et l'entendre, une telle grève sonnait la fin du Port. Il a même tenté une opération coup de poing avortée auprès du personnel du Port.

Les faits et les résultats contredisent totalement

ce briseur de grèves dans sa nouvelle tentative après celle menée contre le statut des dockers en 1990.

Saluons la réflexion pleine d'humilité du syndicat CGT du Port Autonome Nantes-Saint-Nazaire, qui, à l'issue de la grève s'exprimait ainsi :

*«un conflit se termine. Vous allez pouvoir crier victoire, nous disent certains. Ce n'est pas exactement comme cela que nous ressentons les choses. Il est vrai que la CGT et les salariés du PANSN sont très satisfaits de ce qu'ils ont obtenu par la lutte.*

*La CGT, avec toutes ses composantes, est fière d'avoir bien tenu sa place en assurant la défense des intérêts des travailleurs, en préservant et en défendant les «emplois à statut», en s'associant de façon active à la lutte pour l'emploi dans ce pays, en exigeant les emplois nécessaires au fonctionnement de l'entreprise permettant ainsi à chacun d'avoir des conditions de travail correctes, préservant la santé, la vie sociale et familiale des individus.* (...)

*Par contre, nous savons très bien que nous n'avons pas convaincu ces champions de la «raison économique» que sont un certain nombre de gens qui nous entourent, les Denigot et consorts. Nous savons bien que demain ils*

*seront encore prêts à tout sacrifier : l'être humain, les conditions de travail, la vie de famille, l'emploi... pour gagner toujours plus ou faire gagner toujours plus y compris en s'auto-exploitant eux-mêmes.»*

## Ecole Nationale de la Marine Marchande

Gilles BONTEMPS écrit au Commandant KERVEDO, Président de l'Association Ouest-Atlantique :

«Monsieur le Commandant,

J'ai bien reçu votre lettre en date du 28 mai 1998 ainsi que la copie du courrier que vous avez adressé à M. Jean-Claude GAYSSOT, Ministre de l'Équipement, du Transport et du Logement, concernant l'École Nationale de la Marine Marchande.

Vous attirez notre attention sur le fait que la suppression d'une filière de formation des officiers de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> classe de la navigation maritime entraînerait la fermeture de l'ENMM de Nantes dans les deux ans à venir.

Avec mes collègues du Groupe Communiste au Conseil Régional, très attachés aux questions maritimes et au développement des atouts que cela représente pour notre région et notre pays, je me suis rapproché des services du Ministère pour avoir des informations plus précises concernant l'ENMM de Nantes.

Je tiens à vous faire connaître ma satisfaction concernant les réponses qui m'ont été fournies. Non seulement elles sont rassurantes concernant la non-fermeture de l'ENMM, mais dans le cadre de la réorganisation d'ensemble des écoles de la Marine Marchande, en lien avec les nouvelles normes définies par les conventions internationales, les mesures annoncées s'inscrivent pour la

première fois depuis longtemps, dans une perspective de développement.

En effet, les éléments qui m'ont été fournis font état d'une réorganisation d'ensemble des 4 écoles nationales de la Marine Marchande que sont Nantes, Marseille, Saint-Malo et Le Havre, dans un ensemble cohérent visant à spécialiser les écoles en les rendant à la fois complémentaires et interdépendantes.

La classe fermée à Nantes à la rentrée pour être intégrée à la filière qui la concerne, serait remplacée dans le même temps par une nouvelle ouverture. On nous confirme qu'aucune mutation d'enseignant n'est envisagée, que les départs seraient remplacés nombre pour nombre et même que le nombre de places d'étudiants offertes au concours d'entrée dans le cycle de formation d'officier 2<sup>ème</sup> classe, serait augmenté de 55 à 75.

Plus largement, on m'informe que non seulement l'école de Nantes continuera à assurer sa mission traditionnelle mais qu'elle est aussi appelée à jouer un rôle de pivot dans le nouveau service public de l'éducation et de la formation maritime française.

Avec mes collègues du groupe des élus communistes au Conseil Régional, nous ne pouvons que nous réjouir de voir le rôle de l'ENMM de Nantes prendre une importance plus grande.

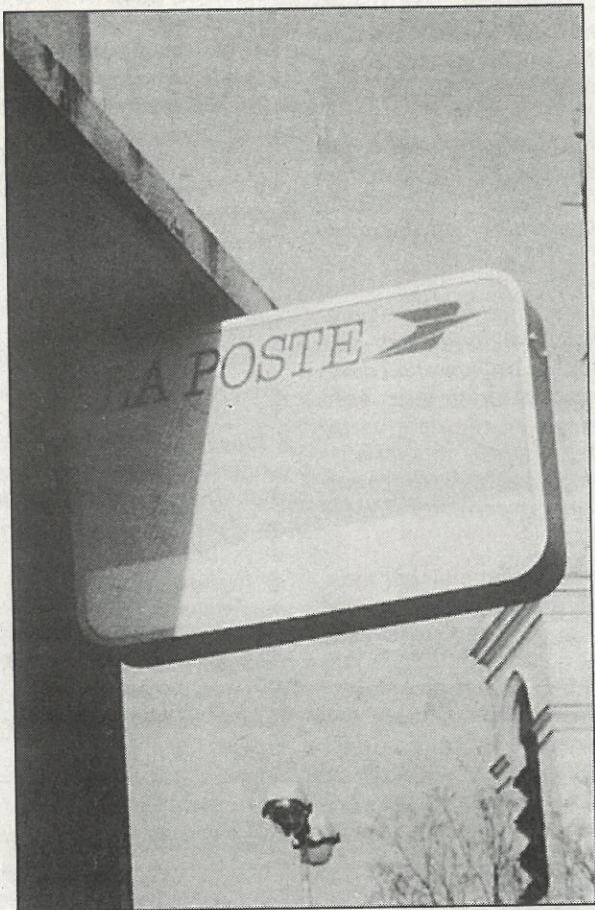
Restant à votre disposition, je vous prie de recevoir, Monsieur le Commandant, mes respectueuses salutations.»

**Le Petit Port à Nantes, l'été.  
Y'a pas d'âge pour en profiter!**

Renseignements 02 51 84 94 51



## La Poste : des réformes nécessaires pour répondre à l'urgence du Service Public



La Communauté Européenne a fixé aux environs de 2002 le délai pour l'adoption d'une «directive européenne» organisant la déréglementation et donc la mise en concurrence ouverte sur les activités postales.

Par de multiples canaux (gestion concrète de la direction de La Poste, contrats de plan Etat-La Poste), la France anticipe et restructure le service public dans cette perspective. La direction dit vouloir «maîtriser» l'entrée dans le marché concurrentiel et se préparer à être un «service public... à esprit d'entreprise», ce qui suggère le souci de rentabilité financière, de compétitivité, par réduction des coûts salariaux (salaires, productivité, emplois).

Trois grands axes de réorganisation-restructuration sont déjà mis en œuvre dans cette direction :

- c'est la nouvelle **politique commerciale** qui conduit à l'éclatement en **branches d'activité** (courrier, guichet, financier), et surtout à la **distinction entre types de clients** à l'intérieur de chacune d'elles (en gros, les entreprises et les professionnels d'une part, les usagers domestiques de l'autre).

- C'est une **modernisation** par le développement des nouvelles technologies, dans l'objectif central de réduction des effectifs et des coûts salariaux (automatisation, informatique de réseaux, bureaux itinérants en milieu rural). En cinq ans, 23 000 emplois ont déjà été supprimés, permettant des gains de productivité chiffrés à 8 milliards de francs, notamment dans les centres de tri.

- C'est le développement à l'**international**, comme priorité, poussant aux inégalités de traitement et de tarification au profit des «gros clients».

Une politique résolument sociale et de service public est possible et nécessaire à La Poste.

A l'opposé du service public «à esprit d'entreprise» préconisé par la direction de la Poste, c'est l'emploi, la qualité du service public aux usagers et le progrès social pour les agents qu'il faut viser, en même temps qu'une véritable coopération de service public en Europe.

Ainsi, comme le proposent les communistes, il est possible :

- de confirmer le moratoire et l'arrêt des fermetures de bureaux de poste ; de faire vivre la démocratie locale en consultant les citoyens, pour qu'ils expriment leurs besoins afin de décider des implantations nouvelles (politique de la ville) ou des formes de présence postale en milieu rural.

- d'instaurer des mesures nationales contre les abus de la guerre économique et des déréglementations, notamment contre les dumpings tarifaires et le repostage du courrier transfrontalier, en agissant pour une coopération de service public en Europe.

- de maintenir et de relancer les activités financières de La Poste pour qu'elle devienne un facteur de transformation du système de crédit, branché sur l'épargne populaire et déconnecté des marchés financiers.

- de mettre en œuvre de manière offensive la réduction du temps de travail et le plan emploi-jeunes pour qu'ils soient créateurs nets d'emplois nouveaux, statutaires, qualifiés et bien rémunérés.

Pour leur part, les communistes ne ménageront pas leurs efforts. En participant avec leurs propositions au débat nécessaire et en l'aidant à se développer, en faisant de leurs élus, de leurs militants des «relais-citoyens» entre les pouvoirs et les salariés et leurs attentes, comme des usagers et leurs besoins, afin que ceux-ci puissent être entendus.

## ■ Frigécrème : une nouvelle bataille pour l'emploi



L'incendie qui a détruit le 9 juin dernier une partie de l'usine et notamment des chaînes de production suscite beaucoup d'inquiétudes parmi le personnel mais aussi, bien au-delà, parmi les sous-traitants.

Les 382 salariés de l'entreprise dont 132 saisonniers mis au chômage pour de nombreuses semaines se retrouvent sans certitude quant à leur devenir.

Quelques jours après le sinistre, le Responsable de la Communication de l'entreprise répondait ainsi à la question de l'avenir de l'entreprise.

*«Impossible de prendre une décision en quelques jours. Il faut du temps pour voir clair... Il n'y aura pas de réponse avant septembre»* et poursuivait : *«L'usine n'était pas des plus modernes. Elle n'offrait guère de possibilités d'extension».*

Pour conclure ce propos de la stratégie du groupe.

*Toutes les entreprises du groupe sont régulièrement l'objet d'études afin de savoir s'il faut ou non les garder... le cas de Frigécrème a sans doute été étudié».*

Luc DENIS, le Secrétaire du Comité d'Entreprise et Secrétaire du Syndicat, que nous avons rencontré, est sans ambiguïté, quant au devenir de l'usine.

Chiffres à l'appui, il montre que Frigécrème est une entreprise qui dégage de l'argent pour le groupe. L'augmentation des bénéfices nets a progressé de 60 % durant la première partie de l'année 1997.

*«C'est la reconstruction de l'usine avec l'entité Frigécrème qui est posée» nous dit-il. «Il faut également savoir que c'est la seule unité de production*

*de crème glacée sur la Région».*

Luc Denis dans la discussion ne cache pas ses craintes et explique avec quelle responsabilité les salariés ont contraint, après quelques jours de présence sur le site, la Direction à s'engager par écrit sur le devenir de l'entreprise.

Certes, si cet engagement est déjà un grand pas, il n'en demeure pas moins que la vigilance est de rigueur. D'ailleurs, Luc DENIS rappelle que le Groupe Hollandais Unilever dont Frigécrème fait partie, pratique une politique d'investissements à l'étranger.

Le Parti Communiste, les Elus, et ses organisations ont très rapidement apporté leur soutien aux salariés de Frigécrème et à leurs syndicats.

Les élus au district de Nantes se sont déclarés comme la Section de Saint-Herblain Gesvres et Cens pour la reconstruction de l'usine, rappelant les 380 emplois en jeu.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste déclare quant à elle, que la question de la reconstruction est indiscutable en tenant compte de

la situation du bassin d'emplois car outre les 380 salariés ce sont des nombreux autres emplois qui par le biais de la sous-traitance seraient touchés.

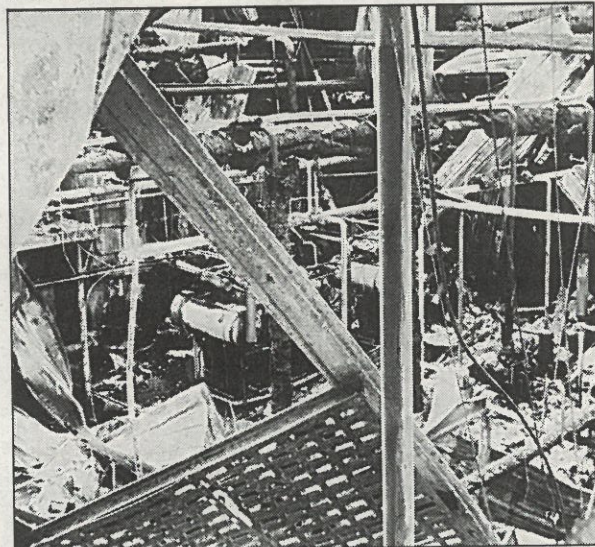
D'autre part, il n'est pas pensable de parler de politique d'emplois sans prendre en compte toutes les questions, notamment garder ceux existants.

La Fédération du PCF pense que les pouvoirs publics, les décideurs locaux, départementaux, régionaux ont pour cela une responsabilité importante.

N'est-il pas envisageable et souhaitable d'aider dans ce cas d'espèce, une entreprise à se maintenir et à conserver ses emplois.

Quand des sommes colossales sont attribuées à des entreprises comme Bouygues, comme cela a été dernièrement le cas au district, il serait inconcevable qu'il n'y ait pas une réflexion concrète et positive d'aides pour Frigécrème.

Les élus du Parti Communiste Français, à tous les niveaux de la vie politique locale, départementale, régionale, entendent faire des propositions en ce sens.



Les Ateliers de fabrication après le sinistre.



# La fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

## Résultats de la tombola de la Fête des Nouvelles

Le tirage des vignettes a donné le résultat suivant :

- 1 micro-ondes : 1070
- 1 VTT : 8031
- 1 radio-réveil : 4066
- 1 ensemble raclette : 17854
- 1 livre de collection : 7856
- 1 cafetière électrique : 13939
- 1 double CD Goldman : 8440
- 1 double CD Julien Clerc : 4180
- 1 CD Dan Ar Braz : 13927
- 1 CD Thiéfaïne : 6600
- 1 CD Têtes Raides : 10058
- 1 CD Succès années 60 : 11000
- 1 pendule : 8366
- 1 ballon Coupe du Monde : 11535
- 1 casque pour baladeur : 13666
- 1 lampe de poche : 755
- 1 appareil photo : 12266
- 1 sac de voyage : 12936
- 1 sacoche : 3649
- 1 sacoche : 7883
- 1 feu additionnel stop voiture : 12494
- 1 coupe lumineuse : 11430
- 1 mini transistor stéréo : 12803
- 1 bouteille de pastis : 2078, 6574, 8098.
- 1 livre : 1453, 8428, 11079, 11143, 11616, 11688, 12150, 12284, 12402, 12707, 12965, 13415, 13709, 14389, 15635, 16001, 16107.
- 1 jardin de 3 plantes grasses : 112, 926, 6583, 8071.
- 1 jardin de 2 plantes grasses : 10081.
- 1 bon d'achat au Jardin des Fleurs à Saint-Nazaire : 3540, 3594, 3704, 3707, 3722, 4095, 4256, 4298, 4401, 4455, 4538, 4886, 6590, 6623, 6706, 6762, 7059, 7886, 8003, 8063, 8090, 8331, 8437, 12983, 13200, 13385, 14077, 17153, 17492.
- 1 bouteille de Muscadet/Lie : 103, 535, 755, 836, 935, 953, 1035, 1121, 1164, 1780, 1787, 2149, 2430, 2524, 3504, 3527, 3596, 3629, 3657, 3693, 3768, 4010, 4068, 4106, 4372, 4437, 4611, 4655, 4881, 4945, 6594, 7034, 7048, 7058, 8027, 8032, 8035, 8044, 8096, 8098, 8115, 10217, 10708, 10814, 11179, 11216, 11323, 11417, 12292, 12829, 14000, 14099, 15038, 15085, 15126, 15258, 15461, 16335, 16519, 16728, 16757, 16875, 17429, 17622.
- 1 bouteille de Muscadet : 14100, 14156, 14176, 14197, 14221, 14242, 14283, 14305, 14353, 14460, 14492, 15574, 17670, 17703, 17711, 17778, 17934, 17986.

Les lots sont à retirer à la Fédération du Parti Communiste, 41 rue des Olivettes à Nantes.

Tous les lots devront être retirés au plus tard au 30 octobre 1998.

## Tirage de la tombola de la cellule de Penhoët

Le vélo 20 pouces 5 vitesses a été gagné par le petit FRAGNIER Morgan avec le n° 50. Nul n'est besoin de légende pour comprendre son contentement.



**Le portage**  
ce serait vraiment dommage  
de vous en priver !  
**Tél. au 02.40.35.03.00**



## Amis jardiniers

«de juillet à septembre fais ce que bon te semble»

### Juillet, le jardinier s'y plaît !

Il est encore temps pour toi de semer des carottes, gare aux mauvaises herbes qui s'y mélangeront et attention à bien éclaircir ! Chicorées, choux, brocolis, laitues et poireaux compléteront tes plantations. Tu peux encore semer des haricots, du persil, des pois, et pour le fer, pense aux épinards !

Agrémentes tes bordures de campanules, giroflées, mufliers et myosotis. Tu peux compléter ces couleurs par des œillets, des paquerettes et divaguer avec des pensées !

### Août... ce doux mois d'août !

Ne lésine pas sur la verdure : chicorées frisées, épinards, laitues d'hiver, mâche, radis et scorsonères. Le nerf de la guerre est bien sûr l'arrosage, si tu dois t'absenter pense à la solidarité dans le jardinage !

Côté fleurs : primevères et silènes (semis en terrines pour les variétés fragiles) compléteront le tableau des couleurs d'été et d'après.

### Septembre annonce l'automne (le 23) (non ce n'est pas rabatjoie !)

En pleine terre (toujours !) tu planteras des choux et des fraisiers ainsi que de la laitue d'hiver. Sème : mâche, persil et radis.

Tu peux disposer tes oignons à fleurs en pleine terre et en potée pour forcer.

Bon vent jardinier, bonne récolte et bon été !

**AVIS :** si tu disposes d'un calendrier lunaire bien explicite, envoie une copie à N.L.A., rubrique «Amis Jardiniers», 41, rue des Olivettes, 44000 NANTES.

Denis JOUBERT

## Le PCF à la Gay Pride Nantaise

Entre 1500 et 2000 personnes ont participé le 6 juin à la 5<sup>e</sup> Lesbian and Gay Pride (fierté homosexuelle) à Nantes : une manifestation revendiquant des droits égaux entre hétéros et homosexuels.

Au-delà du défilé aux allures déjantées, l'initiative se voulait revendicative. Cette année, les partis politiques de gauche étaient invités à l'heure où un projet de loi (le Pacte civil de solidarité) devrait répondre aux problèmes rencontrés par les couples homosexuels concernant les transmissions du patrimoine, droit au bail, rapprochement des fonctionnaires...

Représentaient la Fédération du PCF, Yann VINCE et Raymond LANNUZEL.

Intervenant au nom du Parti, Yann VINCE indiquait que «le PCF est profondément attaché à la reconnaissance des couples non mariés et homosexuels ainsi qu'au principe de l'égalité des droits».

Relevant les limites du projet de loi devant être discuté à la rentrée à l'Assemblée Nationale, le dirigeant fédéral invitait à la vigilance collective pour que le texte contienne «des droits au plus proche des couples mariés. Soulignant enfin «la persistance de l'homophobie dans notre société», il précisait que le PCF inscrirait son action dans la durée «pour faire reculer les discriminations liées aux homosexualités».

## Jean-Jacques Audubon Un couëronnais célèbre

Jérémy HUGUET nous a fait parvenir l'article suivant sur J.-J. AUDUBON, un couëronnais surtout célèbre aux Etats-Unis, où il est une gloire nationale : la «National Audubon Society», la plus grande fédération américaine des défenseurs de la nature, présente dans toutes les grandes villes, compte plusieurs centaines de milliers d'adhérents.

Jean-Jacques AUDUBON est né en 1785 à Saint-Domingue. Son père, capitaine de la marine marchande, avait comme ambition pour son fils, une carrière d'officier ou d'ingénieur. Dans ce but il envoya son fils en Amérique en 1803.

Peine perdue. Jean-Jacques, qu'on appelle maintenant John-James, y occupa dix métiers, sans s'intéresser à aucun. En revanche, il est à son aise dans les immenses forêts nord-américaines où il peut chasser, pêcher à sa guise et se livrer à la seule activité qui le passionne depuis son plus jeune âge : croquer sur le vif des oiseaux et des animaux sauvages.

Il se maria en 1808. Pour faire vivre sa famille il est contraint d'exercer divers métiers tels que meunier, professeur de français, de danse... et même portraitiste !

Mais il reste toujours épris de la vie de la forêt où vit une faune immensément plus

riche que celle des forêts françaises.

Vers 1819, John-James AUDUBON, qui atteint ses 34 ans, se consacre entièrement à sa passion de toujours : dessiner des oiseaux. Il apprend à manier la brosse et le pinceau, à utiliser la peinture à l'huile. Très vite, il réussit de remarquables reproductions d'oiseaux saisis sur le vif. Il est alors sûr d'avoir trouvé sa voie. Il se retrouve bientôt en possession de plusieurs centaines de tableaux d'oiseaux qui sont de véritables œuvres d'art.

Devant le peu d'intérêt des éditeurs américains, il se rend en Europe. C'est à Londres que ses tableaux vont enthousiasmer tous ceux à qui il les montre ! Dès 1826, une première édition de son livre «Les oiseaux d'Amérique» s'ar-

rache. C'est, en même temps que la notoriété, le commencement de la fortune. Il s'offre le luxe d'affréter un voilier pour rentrer en Amérique. 165 éditions de son livre, présentant chacune 435 peintures et 1065 croquis d'oiseaux, seront vendues. Pour AUDUBON, la fortune est faite. Mais il n'en profitera pas longtemps. Il mourra en 1851, le 27 janvier, âgé de 66 ans.

Jean-Jacques AUDUBON a passé une partie de son enfance dans la demeure familiale de la Gerbretière à Couëron. La ville a su rendre un bel hommage à l'artiste, en associant son nom à ses marais, à son lycée et à l'une de ses rues.

J. HUGUET,  
Couëron

## EDF : intervention communiste pour la réintégration d'un agent

Le député communiste des Côtes d'Armor, Félix LEYZOUR est intervenu auprès du Directeur d'Electricité Gaz Service à propos du licenciement de Pascal MENANTEAU.

Cet agent handicapé est aujourd'hui en procédure de licenciement de l'entreprise publique alors que des propositions concrètes permettraient de solutionner la question.

C'est dans cet esprit que le député communiste est intervenu en ces termes :

«Monsieur le Directeur,

Les organisations syndicales du centre EDF/GDF de Nantes m'ont informé du licenciement d'un agent handicapé, M. Pascal MENANTEAU. Elles contestent cette décision et proposent qu'une solution humaine soit trouvée, notamment la réintégration de cet agent et son affectation au sein de la Caisse mutuelle complémentaire d'action sociale.

Il est possible que cette solution, qui semble également recevoir l'assentiment de nombreux élus dans le département de la Loire-Atlantique, ne vous appartienne pas totalement, néanmoins le licenciement de M. MENANTEAU, eu égard à sa situation particulière, ne manquerait pas d'avoir des conséquences dramatiques pour son avenir.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir reconsidérer le cas de M. MENANTEAU, afin qu'une perspective acceptable puisse lui être proposée.

Dans l'attente,

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma haute considération.

Félix LEYZOUR»

## Jeux

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

**Horizontalement :** 1) Disputer fortement. - 2) Arme blanche. Mère de Vénus. - 3) Nourriture d'Asie. Espace de Temps. - 4) Note. Ont vécu dans la contenance. - 5) Anneaux de cordages. Prononcée. - 6) Tête de rocher. Certain - 7) Faussée. En direction. - 8) Possessif. Comme le ver. Général américain. - 9) Caché. Première aspiration. - 10) Ils indiquent la séparation.

**Verticalement :** I) Garnitures de fer. - II) Faire le guet. Vieux supplice. - III) Tout contre. Est utile. - IV) Ile. Opposition. Possessif. - V) Attiser un feu. - VI) Abréviation. Ville de l'ex-Maroc espagnol. - VII) Poire grise. Sert à lier. - VIII) Pièces de marine. Monnaies roumaines. - IX) Préposition. où il n'y a pas une minute à perdre. - X) Enfermées à l'étroit.